

La laïcité selon Blanquer : Complaisances et collaboration

Article rédigé par *Claude Meunier-Berthelot*, le 18 janvier 2019

Lors de son entretien avec Jean-Jacques Bourdin sur BFM-TV le 18 décembre 2018, Jean-Michel Blanquer a traité de différents sujets dont celui de la fermeture d'écoles qui ne sont pas dans les normes à savoir, d'une part, les écoles hors contrat qu'il assimile sans sourciller aux écoles clandestines, disant textuellement : « *il y a d'une part, la question des écoles clandestines, disons des écoles hors contrat* »(sic)... d'autre part, le sujet de la laïcité, rappelant qu'il avait installé des « équipes laïcité » dans chaque rectorat et une adresse d'appel pour les personnel qui constatent.

Rappelons également qu'au printemps 2018, Blanquer a produit un « vade-mecum » de la laïcité qui – selon lui – serait « *destiné à protéger de tout prosélytisme et de toute pression* ».

Dont acte, mais...

La laïcité pout tous ?

Rappelons que la laïcité est le principe de séparation de la société civile et de la société religieuse ainsi que d'impartialité et de neutralité de l'Etat à l'égard des confessions religieuses.

Relativement aux atteintes à la laïcité, Blanquer fait état de 800 signalements au cours du 1^{er} trimestre de l'année scolaire 2018-2019 « *qui couvrent des faits différents, petits et grands ... 40 ayant nécessité une intervention des équipes laïcité...* » dit-il , ponctuant ainsi : « *... On montre que la République est à la fois ferme et sereine sur ses deux pieds pour répondre à ce type de problème...* ».

Ce type de problème ? mais...quel type de problème ? l'histoire ne le dit pas ! Blanquer s'en est bien gardé et Bourdin n'a pas eu « l'indiscrétion » (...) de le lui demander ! il faut savoir servir, n'est-ce pas ? Chacun peut ainsi supposer que l'atteinte à la laïcité a concerné des populations musulmanes et, en retour, le ministre ne peut recueillir une fois de plus, que de l'approbation !

Néanmoins, il est peu probable que le silence sur « ce » problème soit cela, sinon, Jean-Michel Blanquer se serait fait fort d'en parler.

Des complaisances avec les musulmans

En effet, nous savons que Blanquer a des complaisances marquées et officielles avec la religion musulmane.

Des dispositions dérogatoires au principe de laïcité existent précisément dans le vade-mecum de la laïcité que le ministre de l'Education a produit au printemps 2018, notamment – mais pas seulement - les dispositions relatives au port de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse dont l'interdit est battu en brèche par toute une série d'accommodements qui le neutralisent : ainsi, seuls les élèves de

l'enseignement public sont concernés et encore !... « *cette interdiction ne peut avoir lieu qu'en raison du comportement de l'élève - s'agissant de distinguer provocation et méconnaissance de la loi – (!) , il est recommandé d'étudier la situation au cas par cas, le dialogue devant toujours précéder la sanction, toujours de nature éducative* » ; par ailleurs, alors que la dissimulation du visage est interdit dans l'espace public, « *lors d'un examen, les surveillants doivent vérifier l'identité et le statut scolaire des candidats sur la base... de la carte d'identité et de la convocation (...) et s'il y a conflit, l'élève compose l'épreuve* » (...) ; également existent des dérogations relatives aux repas différenciés au sujet desquels le vademecum de la laïcité stipule que « *rien ne s'y oppose* » ; également sont mis en place des lieux de prière, etc...

Bref ! c'est la laïcité revue et corrigée de Blanquer à l'égard de la religion musulmane.

Une collaboration avec le CRIF

Par ailleurs, le 1^{er} février 2018, Jean-Michel Blanquer a reçu Francis Kalifat, président du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) à qui il a confié qu'il était « *important de donner à chaque enfant un vaccin républicain* » - pas moins ! - par le biais de l'Ecole de la République, assimilant ainsi les élèves à des malades potentiels à immuniser en urgence... contre quoi ? l'histoire ne le dit pas non plus !

Le président du CRIF lui ayant dit l'importance de l'enseignement de l'utilisation des outils internet comme moyens de lutte contre les « fake news » et le complotisme, le ministre lui a assuré qu'il s'agissait là, de l'une des missions principales de l' Education nationale. Qui l'eut cru ?

Par ailleurs, le président du CRIF a demandé au ministre que soient enseignés des passages majeurs de l'histoire des juifs de France. Il a également exposé au ministre le projet de l' « Observatoire contre la haine » sur internet, et pour conclure, Blanquer s'est dit tout à fait satisfait de travailler avec le CRIF !

Cette organisation de confession juive, se propose donc de dicter au ministre de l'Education le contrôle de la pensée des Français, petits et grands, et Jean-Michel Blanquer n'hésite pas à s'y soumettre grandement.

Encore un aspect tout à fait particulier de la laïcité du ministre !

Que reste-t-il de la laïcité ?

Valeur phare de l'Ecole de la République, la laïcité « *consiste à placer le bien commun, l'égalité des droits et le respect de la personne au-dessus des coutumes et des traditions...* », ce qui renvoie à toutes les problématiques liées à l'égalité des sexes, à la théorie du genre, à la lutte contre l'homophobie, contre le racisme, l'antisémitisme, etc... dont vont abondamment être abreuvés nos enfants et là, pas question de remettre en cause la doxa officielle : « *le personnel doit respecter une stricte neutralité* » et les théories les plus extravagantes seront dispensés aux élèves sur le temps scolaire et péri-scolaire où, par contre, « *les intervenants extérieurs ont le droit de manifester ostensiblement leurs convictions philosophiques ou religieuses* ». C'est inscrit dans le vade-mecum de la laïcité produit par Blanquer.

Un ministre tout à fait dans la ligne... tordue de ses prédécesseurs

Soulignons que Blanquer agit tout à fait dans la ligne de ses prédécesseurs et en conformité avec les dispositions de la loi de refondation de l'Ecole du 7 juillet 2013 qui stipule dans son article 3: « *La Nation se fixe comme mission première à l'Ecole de faire partager les valeurs de la République parmi lesquelles l'égalité dignité de tous les êtres humains, l'égalité homme-femme, la solidarité et la laïcité qui repose sur le respect des valeurs communes et la liberté de conscience* ».

Par ailleurs, l'article 8 de cette même loi stipule : « *A l'acquisition de connaissances et instruments du savoir, substituer l'objectif de sens moral et civique* », ceci devant s'appliquer aussi bien à l'enseignement public qu'aux écoles privées sous et hors-contrat, et celles qui ne feront pas partager les « valeurs de la

République » à leurs élèves seront fermées.

Et là ! pas de discussion ! car la laïcité de l'Ecole, la soumission obligée aux « valeurs de la République » des écoles hors contrat notamment - dont beaucoup accueillent un public plutôt catholique - résulte non seulement d'un combat contre l'excellence de l'enseignement dispensé et des résultats obtenus, mais aussi contre la pérennité de la religion catholique et de ses valeurs.

Et il est fort à parier que les atteintes à la laïcité dont Blanquer s'est fait l'écho mais prenant bien soin de ne pas les nommer, concernent ces « *atteintes* »-là !

« *Nous voulons changer les mentalités des jeunes* » avait dit Vincent Peillon.

Qui ose prétendre encore que Jean-Michel Blanquer est un ministre de l'Education qui « renverse la vapeur » ?

PS. La laïcité dont Macron veut faire son arme de combat contre les « Gilets jaunes » est forcément du même « tonneau » !

Claude Meunier-Berthelot